

# Cahiers ODena

*Au croisement des savoirs*

Cahier n° 2015-01

## Les Autochtones et la ville : enjeux, défis et pistes de solution à Sept-Îles

**Une journée de réflexion collective afin  
de promouvoir l'action concertée et les  
initiatives partenariales**

Catherine Couturier, Rolando Labrana et  
Maria-Louise Nanipou

Sept-Îles et Montréal 2015



**ODena**

ARUC-CURA

Les Autochtones et la ville au Québec :  
identité, mobilité, qualité de vie et gouvernance



REGROUPEMENT  
DES CENTRES D'AMITIÉ  
AUTOCHTONES DU QUÉBEC



Réseau de recherche et de connaissances  
relatives aux peuples autochtones

**INRS**  
UNIVERSITÉ DE RECHERCHE



### **Cahiers ODENA. Au croisement des savoirs**

Cahier ODENA n° 2015-01. Synthèse de l'atelier

Titre : *Les Autochtones et la ville : enjeux, défis et pistes de solution à Sept-Îles*

*Une journée de réflexion collective afin de promouvoir l'action concertée et les initiatives partenariales*

Auteurs : Catherine Couturier, Rolando Labrana et Maria-Louise Nanipou

Éditeur : Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Lieu de publication : Montréal

Date : 2015

### **Catherine Couturier**

Coordonnatrice du réseau DIALOG, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

### **Rolando Labrana**

Agent de recherche, Alliance ODENA, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

### **Maria-Louise Nanipou**

Directrice, Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles

### **Éditique**

Céline Juin, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

### **Révision linguistique**

Catherine Couturier, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

### **Diffusion**

DIALOG. Le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones

Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

385, rue Sherbrooke Est

Montréal, Québec, Canada H2X 1E3

[reseaudialog@ucs.inrs.ca](mailto:reseaudialog@ucs.inrs.ca)

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

85, boulevard Bastien, suite 100

Wendake, Québec, Canada G0A 4V0

[infos@rcaa.q.info](mailto:infos@rcaa.q.info)

### **Organisme subventionnaire**

L'Alliance de recherche ODENA est subventionnée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

### **Université d'accueil du Réseau DIALOG et de l'Alliance de recherche ODENA**



---

ISSN : 2291-4161 (imprimé)

ISSN : 2291-417X (en ligne)

Dépôt légal : 2015

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

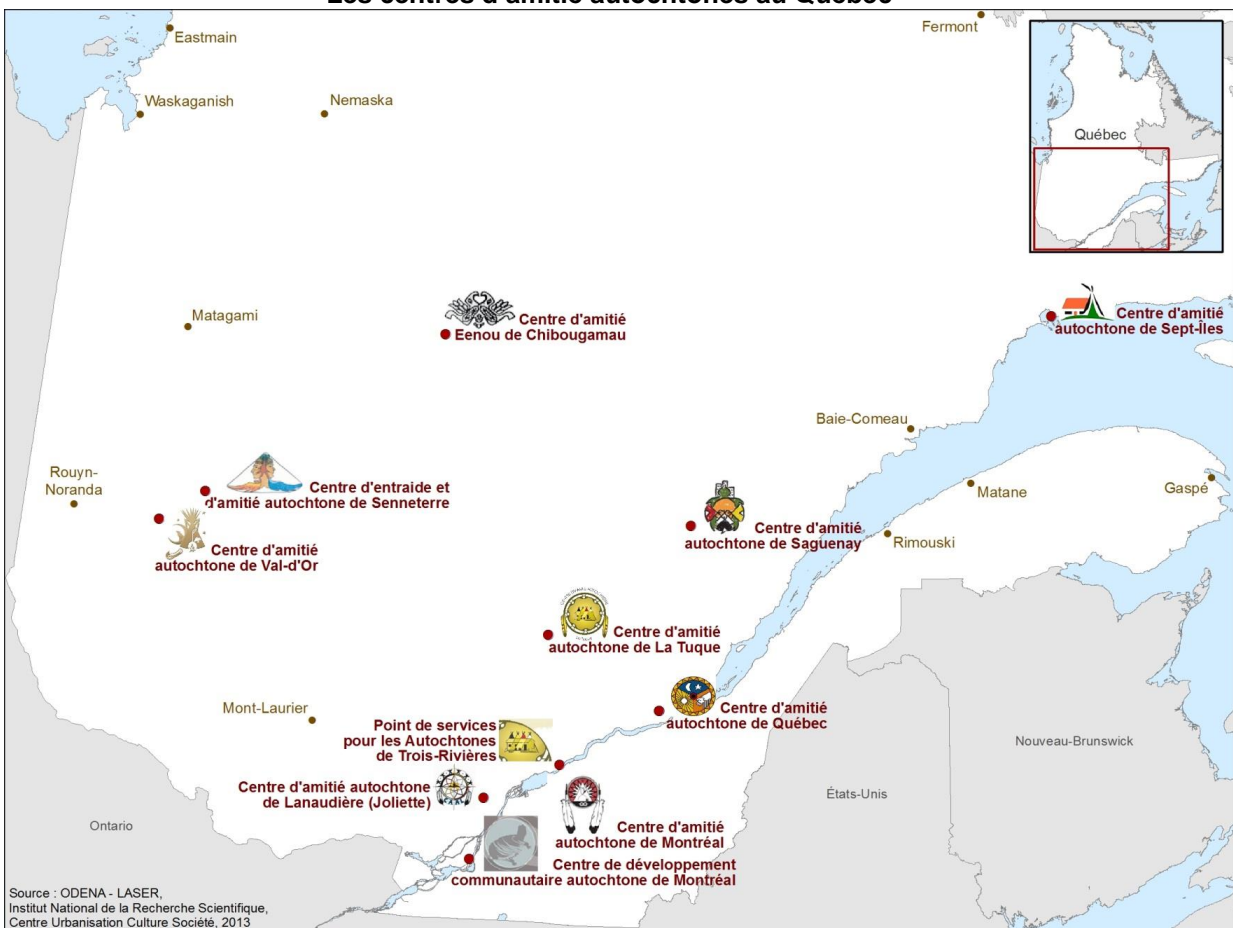
Bibliothèque et Archives Canada



L'Alliance de recherche ODENA, à l'avant-garde de l'innovation sociale, offre des avenues alternatives dans la compréhension et la réponse aux défis individuels et sociétaux des Premiers Peuples au sein des villes du Québec. Elle réunit des représentants de la société civile autochtone et des chercheurs universitaires engagés dans une démarche de coconstruction des connaissances afin d'améliorer la qualité de vie des Autochtones des villes et de renouveler les relations entre les Premiers Peuples et les autres citoyens du Québec dans un esprit d'égalité et de respect mutuel.

ODENA est une initiative conjointe de *DIALOG – Le réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones* et du *Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec*. ODENA vise à soutenir le développement social, économique, politique et culturel de la population autochtone des villes québécoises et à mettre en valeur l'action collective des centres d'amitié autochtones du Québec. Depuis 2014, les travaux d'ODENA se déploient également à l'échelle nationale et internationale. Cette alliance privilégie la recherche de proximité, le partage continu des savoirs et leur inscription directe dans les initiatives de reconstruction sociale mises de l'avant par les instances autochtones concernées. ODENA a été mise sur pied en 2009 dans le cadre du Programme des Alliances de recherche universités-communautés du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

### Les centres d'amitié autochtones au Québec





## | Table des matières |

Table des matières .....	i
Introduction .....	1
Section 1 : Le cadre de l'événement .....	3
1.1 La population autochtone dans les villes du Québec .....	3
1.2 La Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain .....	4
1.3 Le mouvement des centres d'amitié autochtones au Québec .....	4
Section 2 : Le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles .....	7
2.1 Présentation .....	7
2.2 Un aperçu des dossiers en cours au CAASI .....	9
Section 3 : La rencontre des partenaires du 3 décembre 2014 .....	13
3.1 Mise en contexte.....	13
3.2 La parole partagée et les pistes identifiées .....	15
Bibliographie .....	23
ANNEXES.....	25





## | Introduction |

Ce document fait état des échanges et discussions qui se sont déroulés lors de la rencontre des partenaires du Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles (CAASI) tenue le 3 décembre 2014 dans le cadre de la planification stratégique régionale pilotée par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ). L'événement a réuni plusieurs partenaires du CAASI, que ce soit des organismes locaux ou régionaux : le Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Sept-Îles, Hommes Sept-Îles – Centre d'entraide pour Hommes, la Maison des femmes de Sept-Îles, la maison pour sans-abri Transit Sept-Îles, le Service de la Protection de la jeunesse, le conseil de bande Uashat Mak Mani-Utenam et l'Alliance de recherche ODENA. Les grands objectifs de la journée se lisent comme suit :

- Réunir les divers organismes de Sept-Îles concernés par la présence autochtone dans la ville et connaître leurs points de vue sur les priorités et les enjeux de cette présence en matière de santé, services sociaux, éducation et emploi
- Mettre en lien les différentes instances autour du CAASI pour faciliter sa restructuration et arrimer les services
- Amorcer la discussion autour de la formation d'un comité de pilotage partenarial



Le CAASI. Crédit photo : Gary MacFarland

## Les participants et participantes de la rencontre

MYLÈNE BERTRAND	Maison des femmes de Sept-Îles (MFSI)
SONIA DUMONT	Directrice, L'Âtre de Sept-Îles
WILLIAM FONTAINE	Conseil de bande Uashat Mak Mani-Utenam
MARIE GALLANT	Organisatrice communautaire CSSS Sept-Îles
ROLANDO LABRANA	Alliance de recherche ODENA, INRS
MARIE-PIERRE LAINÉ	Coordonnatrice des services aux centres d'amitié, RCAAQ
GARY MCFARLAND	Coordonnateur communautaire et socioculturel, CAASI
EDMOND MICHAUD	Coordonnateur, Hommes Sept-Îles
DORIS NADEAU	Directeur, Le Transit; Président de Table de concertation de Sept-Îles
MARIA-LOUISE NANIPOU	Directrice, Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles
HÉLÈNE ROUSSEAU	Protection de la Jeunesse
TANYA SIROIS	Directrice générale, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
DAVE WALKER	Agent de liaison CSSS Sept-Îles



Des participants motivés. Crédit photo : Rolando Labrana



## Section 1 : Le cadre de l'événement

### 1.1 La population autochtone dans les villes du Québec

Une cinquantaine de villes comptent de nos jours une population autochtone relativement nombreuse, parmi lesquelles on retrouve de grands centres et des pôles régionaux tels que Montréal, Québec, Trois-Rivières, Gatineau, Baie-Comeau, Val-d'Or et Saguenay (Lévesque et Cloutier 2013). Seize fois plus importante en 2008 qu'elle ne l'était en 1980, cette population s'est accrue en moyenne de 70 % entre 2001 et 2006 et représente plus de 60 % de la population autochtone totale de la province. Dans une ville comme Val-d'Or, la population autochtone a augmenté de 270 % entre 1996 et 2006 (Statistique Canada 2008). C'est également une population diversifiée puisqu'elle se compose de personnes issues des Premières Nations, du peuple inuit et du groupe métis. Tous groupes confondus, il est possible d'estimer en 2014 qu'au moins 80 000<sup>1</sup> personnes autochtones résident, de manière temporaire ou permanente, dans les villes et villages du Québec; quelque 70 % se retrouveraient en région alors que Montréal et Québec accueilleraient 30 % d'entre elles.

#### La population autochtone à Sept-Îles : quelques éléments d'information

- **Selon les données de Statistique Canada, entre 1996 et 2006, la population autochtone de la ville de Sept-Îles a plus que doublé :** cette population se chiffrait à 565 en 1996 alors qu'elle se chiffre à 1580 personnes en 2006. De même, la proportion de la population autochtone par rapport à la population totale de la ville a presque triplé, passant de 2,5 % à 6,3 %. L'essentiel de la croissance a été observée entre 2001 et 2006.
- **Un grand nombre d'hommes de 50 ans et plus réside à Sept-Îles :** ils comptent pour 14,6 % de la population autochtone de la ville en 2006, alors que les femmes du même âge comptent pour 6,3 %.
- **Une forte présence des jeunes femmes dans la ville de Sept-Îles :** près du cinquième des Autochtones habitant la ville en 2006 sont des femmes âgées de 20 à 29 ans (19 %). Les femmes constituent d'ailleurs plus des trois cinquièmes de la population (62,1 %).

**Note :** Deux fiches d'information placées en annexe du présent document fournissent des informations détaillées au regard de la situation démographique et socioéconomique de la population autochtone à Sept-Îles et dans la région environnante.

<sup>1</sup> Ce chiffre de 80 000 personnes correspond approximativement à 60 % de la population autochtone totale du Québec. Il a été estimé à partir des données suivantes agrégées : 1) la somme des personnes qui ont déclaré une identité autochtone (Indiens des Amériques, Métis et Inuit) lors du recensement canadien de 2006 (108 425 personnes); la population des communautés autochtones qui n'ont pas répondu au recensement de 2006, estimée à partir des données du Registre des Indiens du ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (quelque 25 000 personnes). Le 60 % correspond grosso modo à la proportion moyenne canadienne de la population autochtone qui ne réside pas sur réserves; dans le cas du Québec, cette proportion est souvent estimée à la baisse compte tenu des difficultés liées à l'enregistrement. Par ailleurs, ces estimations ne tiennent pas compte d'une population autochtone « flottante » qui échappe aux diverses compilations démographiques et que l'on peut estimer approximativement entre 15 000 et 25 000 personnes. De plus, à la faveur de la mise en application de la Loi sur l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens (2010), le dénombrement de la population autochtone du Québec et du Canada dans les villes a été modifié à la hausse (Lévesque et Cloutier 2013).

## 1.2 La Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain

Élaborée en 1997 pour une première mise en œuvre dès 1998, la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU) a été renouvelée une première fois en 2007 pour une période de cinq ans avec un budget de 68,5 M\$. Cet élargissement, à la fois en termes de mandat et de crédits, fut justifié par la nécessité de répondre aux besoins croissants des Autochtones résidant dans les villes. Il s'agit en effet de l'objectif ultime de la SAMU, qui vise à réduire l'écart de niveau de vie entre les Autochtones et les autres Canadiens. Concrètement, et dans un premier temps, le budget de la SAMU a surtout servi à soutenir des projets pilotes de partenariat dans huit grands centres urbains identifiés en 1998 (Vancouver, Calgary, Edmonton, Saskatoon, Regina, Winnipeg, Toronto et Thunder Bay). En 2012, son mandat a été prolongé pour deux autres années (27 M\$) (AADNC 2013), ce qui a permis notamment d'ajouter Montréal aux villes précédemment ciblées. Longtemps administrée par le Bureau de l'interlocuteur fédéral (BIF), la SAMU est aujourd'hui placée sous la responsabilité du ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord Canada (AADNC), qui gère trois volets du Programme des Autochtones anciennement administrés par Patrimoine Canada, à savoir le Programme des centres d'amitié autochtones, Connexions culturelles pour la jeunesse autochtone et Jeunesse Canada pour les Autochtones en milieu urbain.

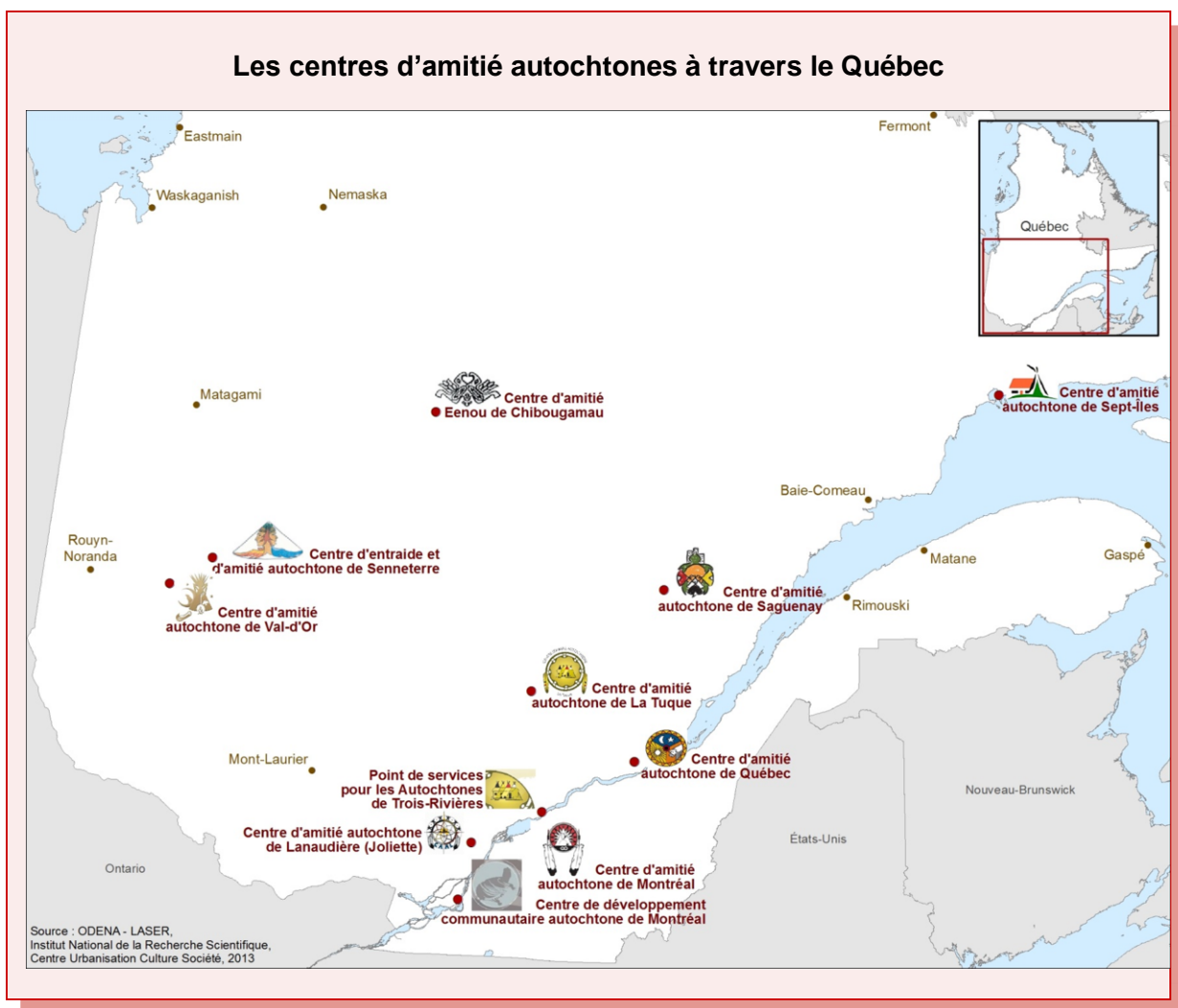
En février 2014, AADNC renouvelle à nouveau le financement accordé à la SAMU, qui priorise toujours les partenariats et la collaboration dans le but « d'aider à accroître la participation des Autochtones en milieu urbain à l'économie » (AADNC 2014). Les quatre programmes s'adressant aux centres d'amitié autochtones sont abolis, pour être remplacés par deux nouveaux programmes : Partenariats urbains et Développement des capacités communautaires.

Dans la foulée, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) se voit confier le mandat d'élaborer une planification stratégique communautaire régionale; le RCAAQ décide ainsi de mettre en place, en collaboration avec tous les centres d'amitié autochtones de la province, onze plans communautaires locaux (un pour chaque ville où est établi un centre d'amitié autochtone, et un spécifique à la population inuite à Montréal). Ces plans locaux serviront à identifier les enjeux pour chacune des villes concernées et ils permettront d'identifier les priorités en matière de financement; enfin, ces plans conduiront à l'élaboration d'une planification et d'un plan d'action provinciaux.

## 1.3 Le mouvement des centres d'amitié autochtones au Québec

Le mouvement des centres d'amitié autochtones existe depuis plus de 60 ans à travers le Canada. Quelque 120 centres d'amitié autochtones ont été mis sur pied depuis le début des années 1950. Onze centres d'amitié sont établis au Québec. Les centres d'amitié sont des lieux de rencontre et des agences de services établis dans différentes villes au bénéfice de la population autochtone de toutes provenances et de toutes origines. Ils ont été mis sur pied afin de pallier le manque de ressources disponibles pour la population autochtone qui ne réside pas au sein des réserves. Au fil du temps, ils sont devenus des catalyseurs d'action et de solidarité incontournables pour la population autochtone urbaine, des lieux d'apprentissage et de formation, des carrefours où on intervient autant en matière de logement que de santé et d'éducation, autant en matière de pauvreté que d'aide aux devoirs et de soutien pour les aînés.

Le personnel des centres travaille quotidiennement à favoriser une meilleure compréhension des enjeux, défis et problématiques auxquels sont confrontés les Autochtones citoyens, non seulement auprès des citoyens du Québec, mais aussi auprès de leurs concitoyens autochtones vivant en communauté/réserve. Une philosophie holistique qui préconise à la fois l'autonomisation des individus et l'appartenance à un projet collectif sous-tend la mission des centres. En plaçant l'individu au cœur de toute initiative, on privilégie l'accomplissement personnel et l'acquisition de compétences plutôt que l'assistanat. De la même manière, l'engagement des centres au regard du développement social et économique puise dans les principes de l'économie sociale par la mise en œuvre de dispositifs d'accompagnement destinés à accroître l'employabilité des individus et par la combinaison d'activités sociales, économiques et éducatives afin de contrer la pauvreté et l'exclusion.





## Section 2 : Le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles

---

### 2.1 Présentation



L'intérêt pour l'ouverture d'un centre d'amitié autochtone dans la ville de Sept-Îles remonte à plusieurs années. Après quelques tentatives d'implantation dans les années 1980 et 1990, le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles a finalement été fondé en décembre 2006, grâce à la mobilisation de la population innue et naskapie de Sept-Îles, et à l'appui des chefs innus de la Côte-Nord. Les besoins justifiant la création d'un centre d'amitié à Sept-Îles étaient particulièrement criants, notamment depuis le début des années 2000, puisque la ville, par sa position géographique, est un carrefour de services pour plusieurs communautés innues de la Côte-Nord (des neuf communautés innues au Québec, sept ont la ville de Sept-Îles comme centre urbain de référence), pour les Naskapis de Kawawachikamach, et même pour les Innus des communautés situées au Labrador.

Rappelons que la situation de Sept-Îles est unique puisque la réserve innue de Uashat se trouve localisée à l'intérieur même des limites de l'agglomération. De plus, une autre réserve innue est établie à proximité de la ville à 16km de distance — Mani-Utenam —; les deux communautés partagent le même conseil de bande — Uashat Mak Mani-Utenam —; les résidents de ces communautés ont également droit de vote aux élections municipales, une situation unique au Québec. Plusieurs Innus s'établissent en zone limitrophe des réserves, alors que les terrains disponibles sur réserve sont très rares.

À l'instar de la mission générale des centres d'amitié autochtones à travers le Canada, la mission du CAASI est d'améliorer la qualité de vie des Autochtones résidant de manière permanente ou temporaire en milieu urbain ou qui sont de passage, de promouvoir la culture autochtone et de créer un pont entre tous les peuples. Le CAASI offre plusieurs services gratuits : accès à Internet, à un télécopieur, à un photocopieur, et à un téléphone; déjeuners, soupe de l'amitié sur l'heure du midi, service de référence, conseils et soutien. Le Centre propose également des activités pour les enfants de 0 à 6 ans grâce au programme PAPACUN, et organise diverses activités culturelles et événements familiaux.

Installé depuis environ un an dans de nouveaux locaux, le CAASI emploie maintenant quatre personnes : la directrice du centre, Maria-Louise Nanipou, un coordonnateur communautaire et socioculturel, une personne à l'accueil et à la cuisine et une éducatrice pour le programme PAPACUN, en plus de compter sur deux personnes en ressources externes pour les appuyer à l'occasion (accueil, tâches administratives). La réponse de la population est très bonne, puisque le centre cherche déjà à obtenir des locaux adjacents aux siens, pour agrandir notamment les bureaux et les espaces collectifs.

Une étude de besoins réalisée en 2007 faisait état d'un potentiel de 7 000 Autochtones de passage à Sept-Îles, notamment pour recevoir des services de santé et d'une présence ponctuelle documentée de quelque 3000 personnes pour la seule année 2005-2006 (Descent et Vollant 2007). L'étude avait aussi mis en lumière que cette population, bien que principalement innue, n'était pas homogène compte tenu du nombre élevé de communautés concernées et de la localisation géographique de ces dernières. Trois types de clientèle avaient été identifiés à l'époque (Descent et Vollant 2007 : 33) :

1. Une clientèle dont les liens avec les communautés innues étaient très étroits et entretenus : il s'agissait par exemple de gens installés à Sept-Îles pour poursuivre des études ou occuper un emploi.
2. Une clientèle en rupture de liens : il s'agissait de personnes qui étaient de préférence établies dans la ville de façon permanente. Ces personnes retournaient rarement en communautés et présentaient certaines difficultés d'adaptation.
3. Une clientèle en retrait de la communauté : il s'agissait de personnes bien adaptées au milieu urbain qui ne fréquentaient plus les communautés.

De plus, les auteures, après avoir consulté plusieurs groupes-cibles, avaient identifié dix domaines d'action potentiels : 1) accès à l'information; 2) culture et langue; 3) communication et lieu de travail; 4) discrimination, racisme et violence; 5) service aux étudiants; 6) famille et garderie; 7) logement et hébergement; 8) pauvreté et itinérance; 9) lieu de rencontre et activités; 10) transport.



Des services publics au CAASI. Crédit photo : Gary MacFarland

## 2.2 Un aperçu des dossiers en cours au CAASI

### *Favoriser le développement des jeunes enfants*

#### **Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN)**

##### **Orientations**

Le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN) est un programme fédéral qui vise à favoriser le développement spirituel, émotionnel, intellectuel et physique des enfants autochtones, et à outiller les parents et les tuteurs pour faciliter l'éducation de leurs enfants. Géré et conçu au niveau local, le programme s'adresse aux Autochtones en milieu urbain, et touche six composantes : culture et langue autochtones; éducation et maturité scolaire; promotion de la santé; nutrition; soutien social; participation des parents. Le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles propose ainsi des ateliers d'une demi-journée, quatre fois par semaine, aux enfants de 0-6 ans. Plusieurs objectifs sont poursuivis à travers ces ateliers : développer la motricité fine, développer le goût de l'apprentissage, stimuler le langage, favoriser les liens relationnels, acquérir des habiletés pour les couleurs, etc.

##### **Mission**

PAPACUN a pour mission d'aider les enfants autochtones en milieu urbain à se former une image positive d'eux-mêmes, à leur transmettre le goût d'apprendre et à leur permettre de se développer pleinement sous différents aspects.

##### **Partenaires**

- Agence de la santé publique du Canada

##### **Retombées**

Une dizaine d'enfants suivent actuellement le programme.

##### **Pour en savoir plus**

Agence de la santé publique. *Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN)*. <http://www.phac-aspc.gc.ca...>

## Tracer le premier portrait intégré de la population autochtone des villes du Québec

### L'enquête sociologique provinciale de l'Alliance de recherche ODENA

#### **Orientations**

Les partenaires de l'Alliance ODENA ont entrepris de tracer le premier portrait d'ensemble de la situation sociale, économique, culturelle, politique et juridique des Autochtones des villes du Québec afin de doter les centres d'amitié, de même que les instances gouvernementales, de nouveaux indicateurs et de nouveaux mécanismes destinés à bonifier l'offre de services offerts à la population autochtone des villes du Québec. L'enquête vise à mieux comprendre les réalités vécues par les personnes — jeunes, femmes, hommes, aînés — et les familles autochtones.

#### **Mission**

Cette enquête constitue un des principaux chantiers de recherche de l'Alliance ODENA. Elle fournit des données inédites destinées à faciliter l'élaboration de politiques et de programmes mieux adaptés aux besoins, perspectives et approches de la population autochtone urbaine. L'absence de données adéquates et l'éparpillement des informations disponibles ont justifié la préparation d'un tel portrait, jamais encore tracé à ce jour, et identifié par les partenaires de l'Alliance ODENA comme une priorité afin de mettre à la disposition de chacun des centres d'amitié autochtones de nouvelles connaissances et de nouvelles analyses.

#### **Partenaires**

- Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
- Les différents centres d'amitié autochtones de la province, dont le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles
- Les universités partenaires de l'Alliance de recherche ODENA

#### **Collaborateurs**

- Plus de trente organisations autochtones du milieu de l'éducation, du milieu communautaire et du monde des affaires

#### **Retombées**

L'enquête a débuté en 2010 et elle s'est poursuivie jusqu'en janvier 2014. Pendant cette période, plus de 1000 personnes dans les dix villes où sont localisés les centres d'amitié autochtones ont été rencontrés. Les données recueillies sont en cours d'analyse. À Sept-Îles, 72 personnes ont été rencontrées parmi lesquelles 41 femmes et 31 hommes. Les trois quart des personnes avaient moins de 40 ans et 90 % d'entre elles étaient innues.

#### **Pour en savoir plus**

Labrana R., Lévesque C., Cloutier É. et T. Sirois. 2014. *Les Autochtones des villes au Québec : conditions socioéconomiques et dynamiques de mobilité. Première série de résultats de l'enquête provinciale ODENA*. Cahiers ODENA 2014-03. Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Montréal.

Consultez le site web de l'Alliance ODENA : [www.odena.ca](http://www.odena.ca)



## Caractériser le potentiel de mobilité de la population autochtone des villes et définir la zone d'influence des centres d'amitié autochtones

### Le projet de cartographie sociale et économique de l'Alliance de recherche ODENA

#### **Orientations**

La ville au sein de laquelle est établi un centre d'amitié autochtone est généralement une destination privilégiée ou encore un pôle de convergence majeur pour la population autochtone des environs, à l'échelle locale ou à l'échelle régionale. La localisation des centres d'amitié autochtones ne s'est pas faite au hasard : elle résulte de plusieurs facteurs à la fois historiques, géographiques, sociaux, culturels et économiques. Les villes en question sont toutes situées sur des territoires depuis longtemps fréquentés par les Premiers Peuples. Avant même que le centre d'amitié n'existe, l'endroit était déjà habité, fréquenté et visité par une population autochtone. De nos jours, avec la multiplication des accès routiers et aériens et l'augmentation des services de tous ordres, la population autochtone est de plus en plus mobile, autant celle qui réside dans les communautés autochtones elles-mêmes que celle des villes.

#### **Mission**

À partir des données statistiques des recensements canadiens de 1996, 2001 et 2006, le projet visait à documenter le potentiel de mobilité des personnes autochtones qui résident dans les différentes villes du Québec où sont installés des centres d'amitié et à mieux circonscrire la zone d'influence territoriale de chacun des centres d'amitié. Pour ce faire, un nouvel outil cartographique et statistique a été construit. Deux questions ont été formulées au départ : 1) dans quelle mesure l'existence d'un centre d'amitié autochtone dans une des villes du Québec contribue-t-elle à modifier les dynamiques de mobilité des citoyens autochtones de la région environnante ? 2) Quelle est la portée du rayonnement d'un centre d'amitié autochtone ? Est-il possible de mesurer ce rayonnement en termes géographiques et statistiques ?

#### **Partenaires**

- Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
- Les différents centres d'amitié autochtones de la province, dont le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles
- Les universités partenaires de l'Alliance de recherche ODENA

#### **Retombées**

La première phase de ce projet a donné lieu à la préparation de sept documents cartographiques, chacun correspondant à une des villes suivantes : Chibougamau, Joliette, La Tuque, Saguenay, Sept-Îles, Senneterre et Val-d'Or. Étant donné leur statut de métropole, les villes de Québec et de Montréal ont fait l'objet d'une cartographie différente.

#### **Pour en savoir plus**

Consultez le site web de l'Alliance de recherche ODENA : [www.odena.ca](http://www.odena.ca)





## Section 3 : La rencontre des partenaires du 3 décembre 2014

### 3.1 Mise en contexte

#### Objectif

Informar les partenaires sur le mouvement des centres d'amitié autochtones, sur leur mission générale et sur le contexte de la rencontre.

#### Conférencière

Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ



Crédit photo : RCAAQ

Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec mène présentement une seconde série de rencontres avec les partenaires gouvernementaux et communautaires à la grandeur de la province. Ces rencontres serviront d'assise à une planification stratégique régionale qui est effectuée dans le cadre de la restructuration du programme de la Stratégie fédérale pour les Autochtones en milieu urbain (SAMU). Chacun des centres d'amitié doit ainsi identifier quelques priorités pour la planification de ses services actuels et à venir; la présente rencontre à Sept-Îles permet d'amorcer une réflexion locale.

*Il faut rappeler que le gouvernement a comme objectif d'augmenter la participation des Autochtones à l'économie. Même si les centres ne se reconnaissent pas dans cet objectif, ils y jouent tout de même un rôle, en éliminant les barrières à la participation : un Autochtone qui n'est pas en santé ne pourra pas travailler.*

Tanya Sirois

Les cent dix-neuf centres d'amitié autochtones au Canada partagent tous la même politique « portes ouvertes », c'est-à-dire qu'ils accueillent les membres des Premières Nations, les Inuit et les Métis. Les centres restent un endroit où tous et toutes, de tous âges et genre, peuvent socialiser, sans même avoir besoin de recourir à un service particulier. La mission des centres d'amitié se déploie sur trois plans : 1) l'amélioration de la qualité de vie des Autochtones dans les villes; 2) le rapprochement entre les peuples; 3) la promotion de la culture autochtone. Au cours des 60 dernières années, une importante offre de services s'est greffée à cette mission, parce que les besoins sont de plus en plus nombreux et complexes.

*Même si ce changement [la restructuration du programme de la SAMU] ne vient pas de nous, c'est une occasion pour se structurer comme organisation autochtone.*

Tanya Sirois

Le CAASI est ouvert depuis décembre 2006; son implantation a connu quelques difficultés durant les dernières années, mais il fait présentement l'objet d'une restructuration, menée avec l'appui du RCAAQ. Par ailleurs, l'existence même du CAASI répond réellement à un besoin clairement identifié : on observe depuis quelques années une augmentation de la présence autochtone à Sept-Îles. Cette population, même si elle est moins importante qu'à Montréal, est considérable si l'on tient compte de la proportion des Autochtones par rapport à l'ensemble de la population non autochtone.

Lors de la première série de forums en 2013-2014 un constat était ressorti en ce qui concerne Sept-Îles : celui de la barrière culturelle qui existe dans l'offre de services existants (RCAAQ 2014). En effet, même si de nombreux services en matière de santé ou de services sociaux sont offerts au sein de la ville par de nombreux organismes, les Autochtones n'en sont pas de grands utilisateurs. Pourtant on connaît bien les écarts qui existent sur le plan de la santé entre la population autochtone et la population québécoise. Qu'est-ce qui explique cette situation? Qu'est-ce qui freine l'accès aux services? Comment atteindre cette clientèle?

Au cours des dernières années, les centres d'amitié ont largement investi ce dossier de l'accessibilité aux services publics en santé et services sociaux. Ce ne sont pas tant les services qui manquent que les modes de prestation de ces services lorsqu'ils sont offerts à la population autochtone. On les juge souvent peu adaptés aux réalités et besoins spécifiques des Autochtones. Les relations avec les professionnels de la santé ou les intervenants sont souvent complexes et parfois empreintes d'attitudes considérées non respectueuses. Ces situations engendrent trop souvent des délais dans les traitements et dans les suivis médicaux. Les centres d'amitié peuvent jouer un rôle déterminant à cet égard, notamment en offrant des services culturellement pertinents et sécuritaires, rappelle Tanya Sirois. En effet, une personne autochtone qui ne se reconnaît pas dans un service public ne le fréquentera pas. C'est dans cet esprit de sécurisation culturelle que la Clinique Minowé à Val-d'Or et la Clinique Acokan à La Tuque ont récemment ouvert leurs portes grâce à l'implication des centres d'amitié de ces villes et aux ententes qu'ils ont développé avec le système de santé québécois; le centre d'amitié devient alors un pont entre les Autochtones et les différents services. D'autres projets semblables sont en discussion, notamment à Saguenay et à Montréal.

La démarche de « sécurisation culturelle » (*cultural safety*) a été développée en Nouvelle-Zélande dans les années 1980, dans le contexte des soins infirmiers relatifs aux Maoris. La professeure en sciences infirmières Irihapeti Ramsden, elle-même maorie, a écrit substantiellement sur le sujet et l'a fait connaître sur la scène internationale (Ramsden 2002). Elle a documenté ce concept dans sa thèse doctorale en 2002 à partir de sa propre expérience comme infirmière et enseignante et en réponse à des préoccupations alarmantes sur la santé des Maoris et à leur mécontentement quant à des services de santé jugés non culturellement sécuritaires. Selon le Conseil canadien de la santé (2012), la sécurisation culturelle vise à « bâtir la confiance avec les patients autochtones [en] reconnaissant le rôle des conditions socio-économiques, de l'histoire et de la politique en matière de santé ». La sécurisation culturelle se distingue de la compétence culturelle qui vise plutôt à « créer un milieu de soins de santé dépourvu de racisme et de stéréotypes, où les Autochtones sont traités avec empathie, dignité et respect ». La démarche de sécurisation culturelle pour sa part vise une réelle transformation sociale en proposant de revoir les politiques publiques destinées aux populations autochtones et de renouveler les pratiques dans une optique de décolonisation et d'autodétermination (Lévesque *et al.* 2014).

## 3.2 La parole partagée et les pistes identifiées

### Objectif

Discuter des différents enjeux et priorités qui concernent les Autochtones à Sept-Îles selon les organismes présents.

### Animatrice

Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ

### Participants/Participant.es

- DAVE WALKER, CSSS
- EDMOND MICHAUD, coordonnateur du groupe Homme Sept-Îles
- MARIE GALLANT, organisatrice communautaire CSSS Sept-Îles
- MYLÈNE BERTRAND, Maison des femmes de Sept-Îles (MFSI)
- DORIS NADEAU, Le Transit
- HÉLÈNE ROUSSEAU, protection de la Jeunesse
- MARIA-LOUISE NANIPOU, directrice du Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles
- WILLIAM FONTAINE, conseil de bande Uashat Mak Mani-Utenam

Les intervenants des différents organismes ont été invités à présenter leur point de vue quant aux enjeux et priorités pour la ville de Sept-Îles; ils ont également profité de l'occasion pour présenter brièvement leur organisme. Les principaux défis qui ont été identifiés peuvent être regroupés sous différents thèmes : ouverture aux autres, problèmes d'itinérance, besoin d'espace du CAASI et renforcement de son membership, arrimage des services et partenariats. Par ailleurs, la rencontre a permis de constater que les différents organismes non autochtones de Sept-Îles ont besoin d'être mieux informés du rôle du centre d'amitié, des différents services qu'il peut offrir et, plus globalement, des réalités autochtones passées et actuelles.



Des échanges animés. Crédit photo : Rolando Labrana

## À propos de la mission du CAASI

*Maria-Louise Nanipou*, nouvellement arrivée à la direction du CAASI, souhaite que le centre se développe tranquillement, selon les besoins des gens. Le CAASI offre présentement un service d'ateliers pour les enfants d'âge préscolaire, fréquenté par une douzaine familles, de même qu'une soupe sur l'heure du midi pour toute personne qui désire venir et discuter avec d'autres gens, dans sa langue maternelle innue. Or, le centre manque présentement d'espace : les bureaux des trois employés doivent être partagés avec le CPE (Centre de la Petite Enfance) et les autres activités. Des démarches sont donc en cours pour obtenir un espace adjacent aux locaux actuels, et permettre au CAASI de répondre aux besoins de sa clientèle (besoins qui font présentement l'objet d'une évaluation).

*Le vide arrive surtout lorsqu'une personne sort d'un organisme, après avoir reçu un service.*

Maria-Louise Nanipou

Le CAASI doit également rebâtir son « membership », selon Dave Walker. Tanya Sirois de même que Maria-Louise Nanipou soutiennent que la demande est pertinente et bien claire à Sept-Îles pour qu'un centre d'amitié puisse s'établir et contribuer à l'essor de la population autochtone. Les besoins sont grands et le Regroupement participe aux efforts du Centre.

*Nous devons avoir une solide base avant de construire autre chose, et éviter de répéter les erreurs du passé.*

Tanya Sirois



Les locaux du CAASI. Crédit photo : Gary MacFarland

## L'ouverture aux autres

*Edmond Michaud* souligne, d'entrée de jeu, l'importance de garder un esprit d'ouverture. À Hommes Sept-Îles<sup>2</sup>, par exemple, environ 15 % des interventions sont effectuées auprès des Autochtones, majoritairement des Innus, mais également des Naskapis et des Inuit de passage [alors que la population de Sept-Îles compte environ 6 % d'Autochtones selon le recensement de 2006 de Statistique Canada]. Hommes Sept-Îles s'efforce de faire un peu plus, et a ainsi fait traduire la documentation en langue innue, et souhaiterait même engager quelqu'un de la communauté innue.

*Pour nous c'est important de garder une grande ouverture. Malgré les barrières culturelles, les réalités masculines — et la difficulté qu'ont les hommes à demander de l'aide ou de parler de leurs émotions — sont partagées.*

Edmond Michaud

La Maison des femmes de Sept-Îles accueille elle aussi une proportion importante d'Autochtones (environ 30 à 40 % de sa clientèle est autochtone), comme l'explique *Mylène Bertrand*. Les femmes des communautés préfèrent souvent venir à Sept-Îles, plutôt que d'aller dans une maison d'hébergement au sein de la communauté, où tout le monde se connaît. L'organisme doit s'adapter et respecter les différences culturelles.

*Ce qui est plus difficile, c'est d'ajuster les différentes visions par rapport à la violence conjugale et les différentes façons de travailler. Il faut donc s'adapter aux particularités culturelles, dans la façon de nommer les choses, par exemple...*

Mylène Bertrand

## La condition itinérante

*Doris Nadeau* a attiré l'attention sur les défis que pose l'itinérance à Sept-Îles. Les Autochtones forment environ 20 % de la clientèle du Transit. La maison d'hébergement a réussi à engager une personne qui parle quatre langues grâce au programme de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) du gouvernement fédéral, mais cette aide n'est pas suffisante.

*Il faut se respecter, dans nos engagements, pour se compléter. Il faut s'écouter; la traduction ne s'applique pas seulement à la langue, mais aussi dans la façon de faire, des valeurs. Il faut respecter tout ça. Il ne faut pas aller trop vite.*

Doris Nadeau

<sup>2</sup> Hommes Sept-Îles est un centre d'aide pour les Hommes qui offre du soutien aux hommes dans la prévention et dans la résolution de leurs problèmes personnels. Ils offrent divers services : conférences, groupe d'entraide, accompagnement, formation de bénévoles. <http://www.hommesseptils.com>

L'objectif premier du Transit est d'offrir un toit à une personne, peu importe son origine. Monsieur Nadeau considère son organisme comme un service de dernier recours, qui ne devrait être utilisé que lorsque toutes les options ont été épuisées; l'ensemble des services est donc important pour la lutte contre l'itinérance.

D'après monsieur Nadeau, la clientèle qui a le plus de besoins est celle des gens qui sont exclus ou qui s'excluent eux-mêmes des communautés autochtones. Ce sont ces gens qui ont besoin d'un centre d'amitié fort pour obtenir du soutien, de l'accompagnement, dans toutes les sphères (aide pour le renouvellement de la carte assurance-maladie, service d'aide pour toxicomanie, etc.), pour éviter que les gens, démunis et en manque de repères, se déplacent dans des villes encore plus grandes, ou se retrouvent en situation d'itinérance.

*Nous avons besoin que tous les organismes soient forts pour contrer l'itinérance.*

Doris Nadeau

La ville de Sept-Îles fait face à de sérieux problèmes de logement, mais aussi de racisme et d'exclusion. Monsieur Nadeau soulève l'idée de créer des liens avec Habitations Métis du Nord, qui construit des logements pour les Autochtones hors réserve.

### Arrimer les différents services

*Dave Walker*, du CSSS de Sept-Îles, soulève le difficile arrimage des services sur le plan administratif. Dans le cas des services de santé, les CSSS doivent ainsi naviguer entre Santé Canada au fédéral (qui gère les services auprès des Autochtones) et le ministère de la Santé du Québec (qui gère le système de santé québécois), ce qui occasionne des retards et parfois aussi des chevauchements. Le CSSS, pour tenter de remédier à la situation, a mis sur pied un comité d'arrimage avec les communautés innues de Uashat Mak Mani-Utenam et le personnel de Santé Canada.

L'arrimage entre les différents services disponibles est également une préoccupation soulevée par le RCAAQ, qui veut s'assurer qu'il n'y ait pas de vide de services lorsque les gens quittent les communautés. Edmond Michaud, coordonnateur d'Hommes Sept-Îles, mentionne également ce même défi d'arrimage entre les différents organismes. De même, il est important que les organismes se complètent et travaillent ensemble, plutôt que d'être en compétition ou en opposition. C'est dans cette optique que l'établissement de partenariats, régis par des ententes écrites, prend tout son sens.

### La force du partenariat

La mobilisation des partenaires du centre d'amitié est très importante. En effet, les centres ne peuvent être financièrement autonomes (même s'ils doivent parfois développer leur propre offre de services); ils agissent également comme organisme de liaison, comme porte d'entrée vers différents services. Cette action en partenariat évite également un dédoublement des services.

*J'aime l'idée que les intervenants spécialisés dans divers domaines se déplacent au centre, pour faire de la prévention, avant même de parler d'infirmière à temps plein au Centre.*

Marie Gallant



L'ensemble des organismes présents s'est montré très ouvert aux partenariats. Ainsi, Edmond Michaud raconte comment Hommes Sept-Îles est déjà engagé dans des relations partenariales avec un organisme de la communauté de Uashat dont la mission est semblable; son soutien a également été sollicité par d'autres organismes en communauté. Monsieur Nadeau rappelle que le principal défi reste l'arrimage des différents services offerts par les partenaires et le financement.

Le CSSS de Sept-Îles est également engagé dans des démarches de partenariat. *Marie Gallant* soutient ainsi les différents organismes qui la contactent lorsqu'ils veulent établir des partenariats ou démarrer de nouveaux projets (analyse de besoins, etc.). Madame Gallant rappelle qu'il existe des prêts de services entre le CSSS et le centre d'amitié, et que les efforts en ce sens devraient se poursuivre. Dave Walker, également du CSSS, mentionne que certaines initiatives seraient faciles à implanter, avec l'aide des différents spécialistes du CSSS : prévention, atelier sur la nutrition, etc.

*Sur le plan de la vision collective, je peux vous donner un coup de main. Vous pourrez communiquer avec moi pour trouver des partenaires, puisque je fais le tour présentement des organismes à Sept-Îles, pour avoir une vision très large.*

Marie Gallant

Le CAASI est un jeune centre, mais d'autres centres d'amitié très récents (comme celui de Saguenay) ont tout de même réussi à mettre en place plusieurs partenariats, explique Tanya Sirois. La culture occupe bien sûr une partie importante dans les services, mais d'autres types de services sont possibles : aide aux devoirs, mesures d'employabilité – par exemple le programme Jeune autochtone en action – préparation à l'emploi pour les jeunes.

Le premier pas à faire est d'examiner les besoins de chaque centre avec les différents partenaires et de travailler ensemble. Edmond Michaud, pour sa part, croit que le centre d'amitié peut offrir une diversité de services de base. Le groupe Homme Sept-Îles pourrait par exemple y envoyer des intervenants sur demande pour faire des interventions sur place. D'autres idées de partenariat sont mentionnées : comptoir alimentaire, cuisine collective, l'Envol (aide aux devoirs), services de première ligne dans la communauté de Uashat. Monsieur Nadeau suggère également que le centre d'amitié adhère au groupe Action pauvreté à Sept-Îles, qui regroupe déjà plusieurs organismes. *William Fontaine*, du conseil de bande Uashat Mak Mani-Utenam, confirme l'appui du conseil et des services de première ligne à cet égard.

*Je remercie les participants de s'intéresser et d'avoir à cœur la qualité de vie des Autochtones. Il faut considérer le passé individuel et collectif des Autochtones. Nos perceptions des uns des autres sont parfois erronées.*

William Fontaine

Le centre d'amitié joue un rôle important dans l'établissement d'une vision d'ensemble, rappelle Tanya Sirois. Non seulement le centre examine les services existants, mais il doit également évaluer leur pertinence culturelle et faire en sorte que les Autochtones puissent se les approprier. Maria-Louise Nanipou aura le rôle d'examiner toutes ces idées pour la planification stratégique du centre. À leur tour, les connaissances qui proviennent du terrain alimenteront le Regroupement.

Ces partenariats devront être entérinés par des protocoles d'entente écrits, explique Dave Walker, pour permettre un meilleur suivi lorsque le personnel change. Plutôt que des ententes régionales, chaque entente devrait également être adaptée aux différentes réalités locales.

### **Pour une meilleure sensibilisation et une plus grande éducation du public**

Dave Walker identifie également la problématique de l'éducation à l'intérieur même des organismes. En effet, les employés des CSSS, par exemple, ne connaissent pas bien la façon dont les communautés sont financées et ne comprennent pas toujours pourquoi certains Autochtones viennent au CSSS, alors qu'ils ont des centres de soins en communauté. *Hélène Rousseau* confie également qu'elle connaît peu le type de services qu'un centre d'amitié peut offrir. Bref, la méconnaissance de part et d'autre demeure.

*On doit travailler sur les préjugés, pour éduquer, et travailler en prévention.*

Dave Walker

Pour donner l'exemple du rôle central que les centres d'amitié peuvent jouer, Mylène Bertrand raconte comment le CAASI l'a aidée lorsqu'elle travaillait pour le service de la Protection de la jeunesse. « J'y allais, et les gens se sentaient plus à l'aise de venir me voir, par exemple juste pour remplir des papiers », explique-t-elle. Le travail administratif s'en trouvait ainsi facilité. Le personnel du centre agissait également comme intermédiaire : « Les gens d'une génération précédente ne parleront pas nécessairement l'anglais ou le français; donc ici j'avais de l'aide. Une employée du centre, envers qui l'autre personne avait confiance, pouvait aider à remplir les formulaires. J'ai appris grandement sur les communautés autochtones grâce à des employés du centre, ça m'a beaucoup inspirée ».

*La conception de la famille, les enfants, est très différente chez la clientèle autochtone. Lorsque j'ai travaillé avec les Naskapis à Schefferville, ce qui ressortait tout le temps c'était les blessures du passé, où l'on nous disait « Vous avez pris nos enfants ». Nous admettons ces erreurs, mais en termes d'éducation est-ce qu'il y a moyen de montrer aux gens que maintenant on travaille dans le but de protéger les enfants pour qu'ils puissent bien se développer.*

Hélène Rousseau

## Des exemples de partenariats réussis

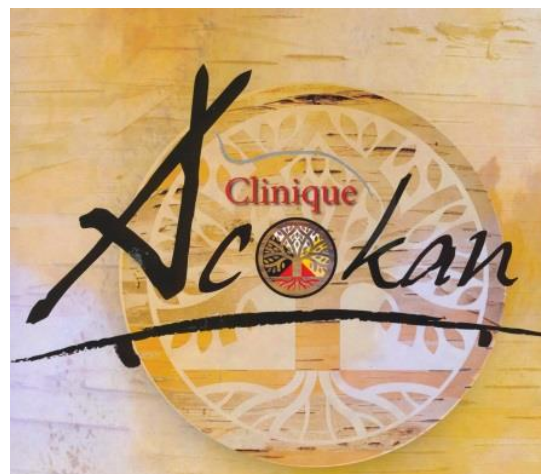
Madame Sirois profite de l'occasion pour présenter une vidéo relatant l'expérience de la Clinique Minowé établie au Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, comme exemple de partenariat réussi. L'ensemble des participants salue cette initiative inspirante.

*Ce que je retiens de la vidéo, c'est que le centre est un lieu de confiance, un lieu de sécurisation culturelle.*

Edmond Michaud

À Val-d'Or, il existait également un protocole d'entente (antérieur à l'implantation de la Clinique Minowé) entre le Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-l'Or (CSSSVO), le Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue (CJAT) et le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or. Ce protocole repose sur un prêt de services : une infirmière à mi-temps au CAAVD et un médecin qui vient une fois par mois. L'entente avec le CJAT permet également aux jeunes placés dans une famille d'accueil non autochtone de fréquenter le Centre d'amitié pour assurer une continuité culturelle dans leur développement.

Une nouvelle clinique orchestrée par le Centre d'amitié autochtone de La Tuque en étroite collaboration avec Centre de santé et services sociaux du Haut-Saint-Maurice (CSSSHSM) a également vu le jour à La Tuque au printemps 2014 : la Clinique Acokan. Dans ce contexte, une infirmière à temps plein y travaille dans le cadre d'un prêt de service avec le CSSSHSM.



Ce type d'ententes très novatrices est rendu possible grâce à l'étroite collaboration des CSSS. Les CSSS sont conscients qu'ils ne rejoignent pas une grande partie de la clientèle autochtone : à Val-d'Or, par exemple, les femmes font peu de suivi de grossesse; à La Tuque, le suivi pour les maladies chroniques comme le diabète était peu respecté. Les infirmières présentes dans les Centres d'amitié permettent donc de faire plus facilement ce suivi, dans un environnement familier et sécuritaire pour les Autochtones. « C'est gagnant-gagnant », affirme madame Sirois.

*Les gens ne sont pas gênés de fréquenter le Centre d'amitié. C'est ce qu'on appelle la sécurisation culturelle.*

Tanya Sirois



## | Bibliographie |

- AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. 2013. *Budget des dépenses 2013-2014. Rapport sur les plans et priorités*. Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Ottawa. <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/...>, Consulté le 2014-02-26.
- AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADA. 2014. *Document d'information – Programme s'adressant aux Autochtones vivant en milieu urbain*. <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/...>, Consulté le 2015-02-05.
- ALDERSON-GILL & ASSOCIATES CONSULTING. 2005. *Évaluation formative des projets pilotes de la stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain*. Projet de rapport définitif. Présenté au Bureau de l'Interlocuteur fédéral Affaires indiennes et du Nord Canada, Ottawa. <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/...>, Consulté le 2014-02-27.
- CONSEIL CANADIEN DE LA SANTÉ (CCS). 2012. *Empathie, dignité et respect. Créer la sécurisation culturelle pour les Autochtones dans les systèmes de santé en milieu urbain*. Conseil canadien de la santé, Ottawa.
- DESCENT DANIELLE ET TSHIJETIN VOLLANT. 2007. *Étude des besoins et profil de la clientèle autochtone du milieu urbain de Sept-Îles en vue de l'implantation d'un Centre d'amitié autochtone à Sept-Îles*. Mani-Utenam, 84 p.
- LABRANA ROLANDO, CAROLE LÉVESQUE, ÉDITH CLOUTIER ET TANYA. SIROIS. 2014. *Les Autochtones des villes au Québec : conditions socioéconomiques et dynamiques de mobilité. Première série de résultats de l'enquête provinciale ODENA*. Cahiers ODENA 2014-03. Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Montréal.
- LÉVESQUE CAROLE ET ÉDITH CLOUTIER. 2013. Les Premiers Peuples dans l'espace urbain au Québec : trajectoires plurielles, in S. Gervais, M. Papillon et A. Beaulieu (dir.), *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord* : 281-296. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- LÉVESQUE CAROLE, GENEVIÈVE POLÈSE ET MÉLISSA SOKOLOFF. 2014. Définition, nature et portée du concept de sécurisation culturelle, in Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec (dir.), *Guide d'accompagnement pour le déploiement du modèle de la Clinique Minowé. Wendake*.
- REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC. 2008. *Pashkabigoni : une histoire pleine de promesses. Mémoires du Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec (1969-2008)*. RCAAQ, Wendake.
- REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC. 2014. *Les Autochtones et la ville : Forum des partenaires, 26 mars 2014*. RCAAQ, Wendake, 32p.
- REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC. 2015. *Le RCAAQ se voit octroyer des fonds pour soutenir la planification stratégique communautaire régionale*. Communiqué de presse, 13 janvier 2015. <http://www.rcaaq.info...>, Consulté le 2015-02-05.
- RAMSDEN IRIHAPETI. 2002. *Cultural safety and nursing education in Aotearoa and Te Waipounamu*. Ph.D. Thesis (Nursing), Victoria University of Wellington, Wellington, 211 pages.





## | ANNEXES |





# FICHE D'INFORMATION

## PROFIL SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DE LA POPULATION AUTOCHTONE À SEPT-ÎLES

Faits saillants tirés de **Cartographie sociale et économique de la population autochtone des villes du Québec. La ville de Sept-Îles et la zone d'influence territoriale du Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles**. Rapport de recherche. Carole Lévesque, Philippe Apparicio, Martin Gagnon, Katharina Guth, Édith Cloutier et Josée Goulet. 2011. Cahier ODENA no. 2011-02. Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Montréal. [www.odena.ca](http://www.odena.ca)

### LA POPULATION AUTOCHTONE À SEPT-ÎLES

**Une hausse très importante des effectifs autochtones** : la population autochtone à Sept-Îles a augmenté de près de 300 % entre 2001 et 2006, passant de 565 personnes à 1 580 pers. En 2006, la proportion de la population autochtone représente 6,3 % de la population totale de la ville, également en hausse. Cette proportion a presque triplé depuis 1996.

### IDENTITÉ MÉTISSE EN HAUSE

**Plus du quart des Indiens inscrits résidant à Sept-Îles se déclarent aussi métis** : ce groupe constitue 28,5 % de la population de la ville en 2006, contre seulement 4 % dans le reste du territoire de la zone d'influence du CAASI.

**Une forte hausse du nombre d'Autochtones non inscrits se déclarant aussi métis** : leur nombre a bondi de 236,8 % dans la zone d'influence de Sept-Îles entre 1996 et 2006, soit une hausse de 1460 personnes.

### DEUX FOIS PLUS D'HOMMES AUTOCHTONES DE 50 ANS ET PLUS

**Un grand nombre d'hommes de 50 ans et plus résidants à Sept-Îles** : ils comptent pour 14,6 % de la population de la ville en 2006, alors que les femmes du même âge ne sont que 6,3 %.

### LA 2<sup>ÈME</sup> PLUS IMPORTANTE POPULATION INUIT

**Le second groupe d'Inuit en importance** : seule l'agglomération urbaine de Montréal compte davantage de personnes ayant une identité inuit que les 180 résidant sur le territoire de la zone d'influence du CAASI en 2006.

### INDICATEURS ÉCONOMIQUES POUR LA POPULATION AUTOCHTONE

**Une part notable de revenus d'autres sources que l'emploi et les transferts gouvernementaux dans la ville de Sept-Îles** : en 2005, ce type de revenu représente 8,3 % du revenu total des Autochtones de la ville, contre 4,6 % dans l'ensemble de la zone d'influence et 12,9 % au Québec.

**Beaucoup moins de chômage chez les Autochtones dans la ville de Sept-Îles** : les taux de chômage des hommes et des femmes de la ville sont bien plus bas que dans la zone d'influence en 2006 (respectivement 9,1 % et 11,9 % contre 31,3 % et 25,6 %).

### MEILLEURS INDICATEURS ÉCONOMIQUES CHEZ LES FEMMES AUTOCHTONES

**Une hausse marquée du revenu des femmes** : entre 1995 et 2005, le revenu moyen des femmes autochtones de la zone d'influence du CAASI a progressé davantage que celui de l'ensemble des femmes du Québec (54,4 % contre 45 %).

**Un fort accroissement du taux d'activité des femmes entre 1996 et 2006** : le taux a grimpé de 11,1 % dans la zone d'influence durant cette période, contre seulement 3,1 % pour les hommes.

# FICHE D'INFORMATION

## PROFIL SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DE LA POPULATION AUTOCHTONE À SEPT-ÎLES

Faits saillants tirés de **Cartographie sociale et économique de la population autochtone des villes du Québec. La ville de Sept-Îles et la zone d'influence territoriale du Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles**. Rapport de recherche. Carole Lévesque, Philippe Apparicio, Martin Gagnon, Katharina Guth, Édith Cloutier et Josée Goulet. 2011. Cahier ODENA no. 2011-02. Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Montréal. [www.odena.ca](http://www.odena.ca)

### LANGUE AUTOCHTONE

**Un fort contraste linguistique entre la ville et le reste de la zone d'influence du CAASI :** trois cinquièmes de la population autochtone de la zone a une langue autochtone comme langue maternelle, surtout parlée à la maison en 2006, mais cette proportion se réduit à moins du quart dans la ville même de Sept-Îles.

**Une persistance de l'usage des langues autochtones :** dans la zone d'influence du CAASI en 2006, le nombre d'Autochtones parlant surtout une langue autochtone à la maison correspond à 95,2 % de ceux ayant une langue maternelle autochtone, soit davantage que dans le reste de la province (88 %).

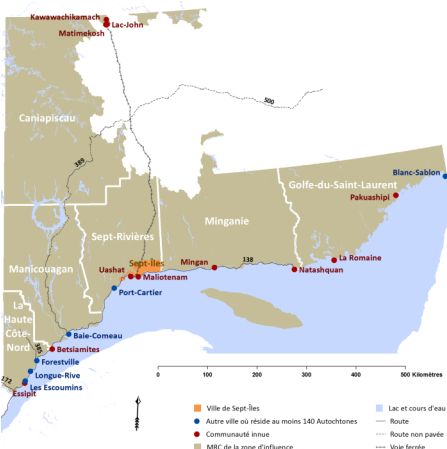
### 75 % DES AUTOCHTONES DEMEURENT À LA MÊME ADRESSE

**Une population qui déménage très peu :** en 2006, les trois quarts de la population de la zone d'influence du CAASI demeuraient toujours dans la même résidence qu'en 2001, alors que c'était le cas pour moins des deux tiers des Autochtones à l'échelle de la province (75,6 % contre 62,6 %).

### QU'EST-CE LA ZONE D'INFLUENCE TERRITORIALE D'UN CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE ?

La zone d'influence territoriale d'un centre d'amitié autochtone est l'aire de distribution et de circulation de la population autochtone à l'intérieur d'un territoire donné. Ce territoire est déterminé selon plusieurs échelles : municipalité, agglomération, municipalité régionale de comté (MRC) et regroupement de MRC, et intègre, selon le cas, les villes, villages, communautés ou autres lieux de rencontre saisonniers ou permanents. Ce territoire est également traversé de nombreuses infrastructures. Cette zone d'influence territoriale est le théâtre d'un ensemble de relations de diverses natures (sociales, commerciales, économiques, etc.). À l'intérieur de cette zone, le centre d'amitié agit comme un pôle de convergence qui engendre une nouvelle mobilité ou circulation des individus. La zone d'influence se mesure à la fois sous l'angle démographique et sous l'angle des services offerts à la population concernée.

### La portée spatiale d'un centre d'amitié autochtone



La présence d'un centre d'amitié autochtone dans une ville engendre une nouvelle dynamique territoriale pour la population autochtone de l'endroit et des environs. À partir des données du recensement canadien, nous proposons un nouvel agencement des données statistiques et spatiales relatives à la population autochtone résidant dans ces villes ou dans les communautés environnantes en matière d'identité, d'âge, de sexe, de situation socioéconomique, de langue et de mobilité.

### ZONE D'INFLUENCE DU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE SEPT-ÎLES

Cette zone d'influence comprend l'ensemble des territoires de six MRC, soit Sept-Rivières, Caniapiscou, Minganie, Le Golfe-du-Saint-Laurent, Manicouagan et La Haute-Côte-Nord, incluant toutes les municipalités et communautés autochtones qui y sont localisées. Elle occupe une superficie totale de 247 627 km<sup>2</sup> et une population totale de 95 911 personnes, dont 12 745 ayant déclaré une identité autochtone en date du recensement de 2006.

Sources : Statistique Canada, recensement de 2006; ministère des Transports du Québec, 2011.

# FICHE D'INFORMATION

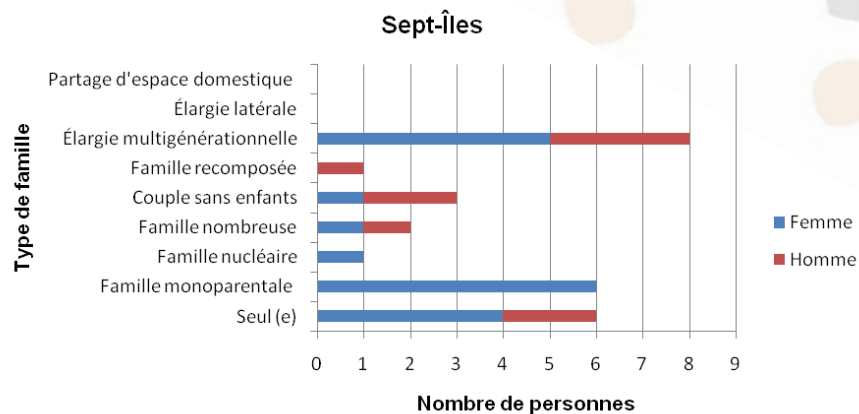
## RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE AUPRÈS DE LA POPULATION AUTOCHTONE DE LA VILLE DE SEPT-ÎLES, MAI 2013 (échantillon = 72 personnes)



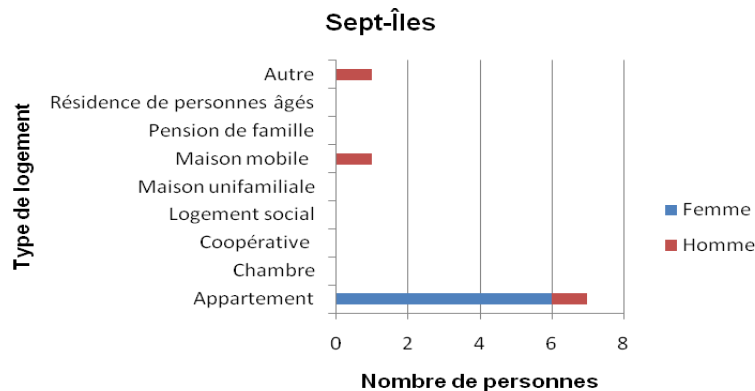
L'enquête provinciale de l'Alliance de recherche ODENA vise à recueillir des informations de première main sur les conditions de vie des Autochtones qui résident de manière permanente ou temporaire dans les villes du Québec. Ce document présente les résultats préliminaires de l'enquête en cours. Pour en savoir plus, consulter : <http://www.odena.ca/fr/recherche/enquete-provinciale-110/>.

### Ménages

29% des personnes vivent dans une famille élargie multigénérationnelle

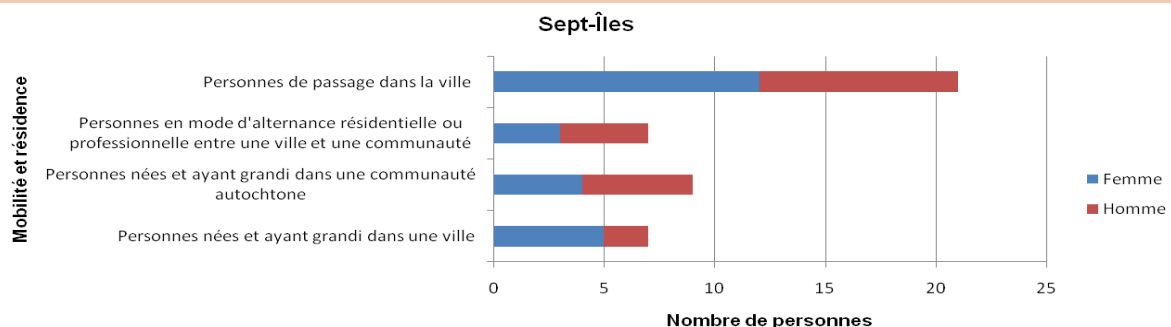


77 % des personnes habitent en appartement



### Mobilité

47 % des personnes sont de passage dans la ville de Sept-Îles

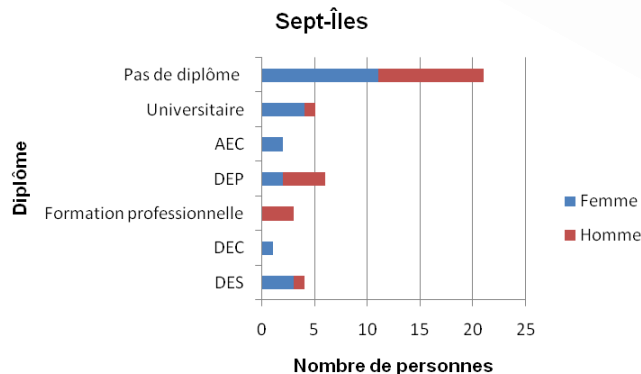


# FICHE D'INFORMATION

## RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE AUPRÈS DE LA POPULATION AUTOCHTONE DE LA VILLE DE SEPT-ÎLES, MAI 2013 (échantillon = 72 personnes)

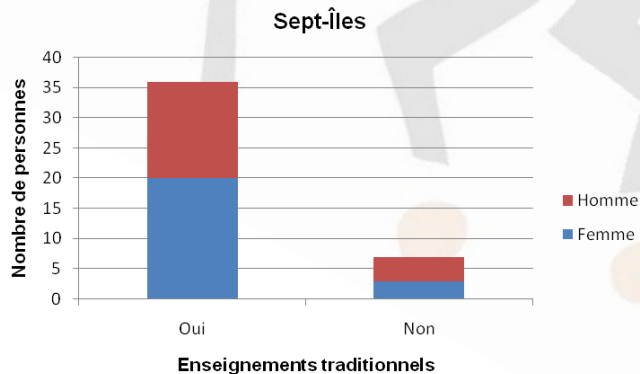
### Diplomation

50 % des personnes détiennent au moins un diplôme



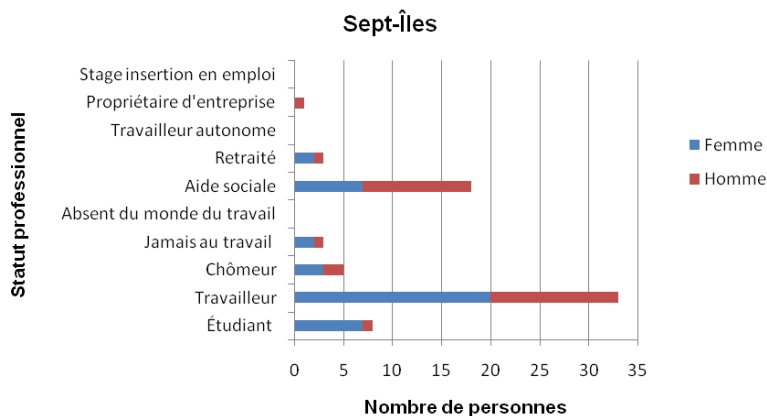
### Savoirs traditionnels

83 % des répondants ont reçu des enseignements traditionnels



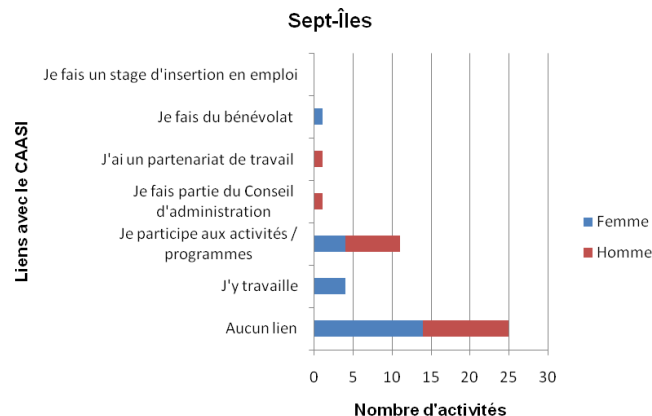
### Statut professionnel

46 % sont sur le marché du travail; 25 % sont bénéficiaires de l'aide sociale



### Liens avec le CAASI

58 % n'ont aucun lien avec le CAASI; 25 % participent aux activités/ programmes/ services



### Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles

Attendu avec impatience par les communautés innues de la Côte-Nord ainsi que par les Naskapis de la communauté de Kawawachikamach, localisée à la frontière du Labrador, le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles (CAASI), fondé en 2006, a ouvert ses portes le 12 décembre 2007. Il a poursuivi ses activités de soutien auprès de la population jusqu'à l'automne 2012. Il fait présentement l'objet d'une restructuration.









**odena**

ARUC-CURA

Les Autochtones et la ville au Québec :  
identité, mobilité, qualité de vie et gouvernance



REGROUPEMENT  
DES CENTRES D'AMITIÉ  
AUTOCHTONES DU QUÉBEC